



European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)

Bruxelles, le 20 octobre 2011

BS/lw

Aux Chefs d'État et de Gouvernement de l'UE
A M. José-Manuel Barroso, Président de la Commission européenne
A M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen

[Lettre envoyée par courriel]

Mesdames, Messieurs, Chefs d'État et de Gouvernement,
Messieurs les Présidents,

La réponse de l'Europe à la crise financière et économique est à nouveau à l'ordre du jour de la réunion du Conseil européen du 23 octobre. L'heure est une nouvelle fois au renflouement des banques mais la nécessaire régulation des marchés financiers fait toujours défaut. Ce sont les marchés et non les processus démocratiques qui sont aux commandes.

La CES a déclaré son soutien aux initiatives de l'UE pour surmonter la crise alors qu'elle s'étend à l'économie réelle et continue à le faire.

Nous sommes toutefois vivement inquiets face aux récentes attaques de la BCE, du FMI et / ou de la Commission sur les droits à la libre négociation collective et sur les droits syndicaux. Ces attaques ébranlent voire même contestent les droits sociaux fondamentaux qui sont la base de notre accord constitutionnel. Au moment où nous célébrons le 50^{ème} anniversaire de la Charte sociale européenne, cela rend la chose d'autant plus choquante.

La Troïka, par exemple, presse la Grèce pour qu'elle suspende tous les accords collectifs nationaux. En Italie et en Espagne, des voix se font entendre pour une décentralisation des négociations collectives. Nous sommes également profondément inquiets des développements en Hongrie, en Roumanie, en Slovaquie, dans les pays baltes et en République tchèque où nous constatons d'importantes réductions des droits du travail et des droits syndicaux.

La CES a longtemps et âprement lutté pour l'inclusion de la Charte des droits fondamentaux dans le Traité de Lisbonne. Remettre en cause les droits fondamentaux, particulièrement en temps de crise, est inacceptable. Exploiter la crise pour affaiblir les travailleurs et les droits syndicaux provoquera des protestations sociales.

Le secteur financier est à l'origine de la crise. Les citoyens la paient. Ce sont eux qui créent la croissance et paient des impôts. Ce sont eux qui sauvent l'euro et les banques. Plutôt que de reconnaître la valeur de leurs efforts, leurs droits sont attaqués.

Les travailleurs attendent des responsables et des institutions européens qu'ils agissent pour davantage de démocratie et non pour miner l'Europe sociale, les droits syndicaux et les droits du travail, y compris les négociations collectives.

La seule façon pour l'Europe de surmonter la crise consiste à réunir tous les acteurs pour qu'ils travaillent ensemble avec le soutien de la population tout entière et singulièrement des travailleurs.

Le Comité exécutif de la CES porte à votre urgente attention la déclaration adoptée à ce sujet le 19 octobre (voir en annexe).

Je vous saurais gré d'inscrire la défense des droits sociaux fondamentaux à l'ordre du jour du Conseil européen et de la Commission et de mettre fin aux mesures empiétant sur les négociations collectives libres et sur l'autonomie des partenaires sociaux.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, Chefs d'État et de Gouvernement, Messieurs les Présidents, l'assurance de ma très haute considération.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'B. Ségol', with a long horizontal stroke extending to the right.

Bernadette Ségol
Secrétaire générale